

CONSEIL MUNICIPAL DU 17/02/2015

ANNEXES

2015 - 29 CONVENTION VILLE DE GRASSE – AVENIR DE GRASSE
ENTRAÎNEMENT AU TIR DE LA POLICE MUNICIPALE
MODIFICATION DE LA CONVENTION

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE GRASSE

ET L'AVENIR DE GRASSE

Boulevard Fragonard – 06130 GRASSE

ENTRE :

La « commune de Grasse », Hôtel de Ville B.P. 12069 06131 GRASSE Cedex – identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 000 18, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 9 Décembre 2014,

Dénommée ci-après « la commune de Grasse »,

D'une part,

ET :

L'Association « l'Avenir de GRASSE », Association Loi 1901, déclarée en Sous-Préfecture de Grasse en 1903, sous le numéro 2, dont le siège social se situe Boulevard Fragonard, Allée des Bains à Grasse et représentée par son Président Monsieur Yanné CHABAUD, agissant ès qualité, en vertu des statuts de l'Association,

Dénommée ci-après « l'Avenir de Grasse »,

D'autre part,

EXPOSE PREALABLE

Dans le cadre de l'entraînement au tir des agents de la Police Municipale de la Ville de Grasse, cette dernière ne possédant pas de structures propres à cet exercice, elle souhaite établir une convention avec l'Association « l'Avenir de Grasse », Association sportive spécialisée dans le tir et adhérente à la Fédération Française de Tir.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : OBJET :

L'Association « l'Avenir de Grasse » met à la disposition de la Police Municipale une partie de ses installations situées Boulevard Fragonard, Allée des Bains, 06130 GRASSE. Cette mise à disposition a pour objet l'entraînement des agents de la police municipale, selon les modalités de l'Arrêté Ministériel du 3 août 2007, relatif à la formation et à l'armement des agents de police municipale.

Le contrôle de ces séances et le respect du cahier des charges est effectué par des personnes habilitées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale. Celles-ci seront admises dans les locaux de l'Association sur présentation de leur habilitation.

Article 2 : DESIGNATION :

Ces installations comprennent :

- Un pas de tir de 7 postes dont la distance maximale de tir est de 25 mètres.

Article 3 : MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION :

Ces installations seront mises à la disposition de la Police Municipale, selon un calendrier trimestriel établi entre les divers utilisateurs.

Les journées concernées seront les mardis de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. L'entraînement se déroulera au moins 20 fois par an, 2 tirs par agent et les séances se composeront de 25 cartouches au minimum.

L'Association se réserve le droit de réquisitionner les créneaux horaires attribués à la Police Municipale pour des besoins fonctionnels urgents si nécessaire.

Pourront être utilisés dans les installations qui le permettent les matériels suivants (liste non exhaustive) :

- armes tirant en mode semi-automatique,
- armes tirant en mode répétition,
- munitions de service ou d'entraînement de type : manufacturée ou Wad-cutter
- armes non létales à poudre noire, de type flash ball ;
- calibres utilisés 38 SP / 7,65 mm.
- armes de poing utilisées : révolvers ou pistolets.

.../...

La direction du tir sera assurée par un responsable désigné par la Police Municipale.

Tous les tirs devront être réalisés dans l'axe vertical des cibles et non de côté (droite/gauche), vers le haut, le bas ou tirs croisés.

Les mises à disposition sont exclusives à toutes autres fournitures.

La Police Municipale fournira, en début d'activité, une liste nominative, qui devra être tenue à jour, des personnels habilités à utiliser les installations. Les personnels en question devront être en mesure de justifier de leur qualité à toutes réquisitions d'un membre du conseil d'administration représentant l'Association.

Avant toute séance de tir, les personnels de la Police Municipale devront se concerter avec le représentant de l'Association sur les installations utilisées en fonction des besoins de la séance. Ils sont tenus de respecter les consignes de sécurité de l'Association.

Notamment, il est obligatoire, lors de tous les exercices de tir, que les participants portent en permanence des protections oculaires et auditives.

Ces mises à dispositions s'entendent hors de toutes questions de responsabilités concernant l'utilisation des locaux et des activités des participants.

Article 4 : ASSURANCE – RESPONSABILITE :

La Police Municipale contractera une police d'assurance pour garantir les risques correspondant à la présente mise à disposition ainsi qu'aux obligations et responsabilités qui lui incombent.

Ces contrats devront notamment garantir sa responsabilité civile, les risques d'incendie, le voisinage, les dégâts des eaux, d'explosion, le vandalisme et autres dommages pouvant survenir aux locaux mis à sa disposition.

Les polices souscrites devront garantir l'Association contre le recours des tiers pour quelques motifs que ce soit, tiré de cette utilisation.

Les compagnies d'assurance auront communication des termes de la présente convention, afin de rédiger, en conséquence, leurs garanties. Mention de cette communication sera faite dans chaque contrat d'assurance.

La Police Municipale communiquera à l'Association les copies des contrats d'assurance et leurs avenants dans le mois de leur signature.

L'Association pourra, en outre, à toute époque, exiger de la Police Municipale, la justification du paiement régulier des primes d'assurance. Cette communication n'engagera en rien la responsabilité de l'Association pour le cas où, à l'occasion du sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avéreraient insuffisant.

.../...

Il est formellement entendu que l'Association ne pourra être, en aucune façon, tenue pour responsable d'un quelconque incident ou accident survenant aux participants à ces séances ou provoqués par eux.

Il est également entendu que les armes et munitions utilisées lors des séances sont détenues et utilisées en conformité avec la législation française applicable au moment de leur utilisation.

La Police Municipale prendra, à cet égard, un engagement formel.

Article 5 : DUREE

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1^{er} janvier 2015, pour une durée de trois ans et sera renouvelée tous les ans, par tacite reconduction, sans pouvoir excéder six années.

Article 6 : MODALITE FINANCIERE

La Ville de Grasse versera la somme de 9.400 euros par an, sur la durée de la convention. Toutefois, la révision de la participation ou toute autre mesure induisant une charge financière supplémentaire devra faire l'objet d'une négociation assortie d'un avenant (augmentation de la licence par la Fédération Française de Tir, la Ligue ou le Comité Départemental).

La participation ci-avant fixée sera payée en une fois au mois de Janvier (année civile).

Le paiement sera effectué par la Ville de Grasse et ce, par virement au compte bancaire de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur n° 08003432917. Un RICE est joint à la présente.

Article 7 : RESILIATION :

Si l'une des deux parties souhaite dénoncer la présente convention avant l'échéance des trois années, elle pourra le faire au terme d'une des trois années en cours (31 décembre) avec préavis adressé à l'autre partie, trois mois avant cette date (31 décembre) par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Ville de Grasse peut dénoncer la convention à tout moment pour raison d'intérêt général, moyennant un préavis d'un mois.

Article 8 – LITIGES :

En cas de non-exécution de l'une ou l'autre des clauses de la présente convention par l'une ou l'autre des deux parties signataires, et, faute de règlement amiable du conflit, celui-ci sera porté devant les tribunaux compétents en pareille matière.

Article 9 – CESSION :

Cette convention est incessible et intransmissible.

Article 10 – CONFIDENTIALITE :

Les parties sont tenues au secret professionnel pour la Police Municipale, à la discrétion pour l'Association. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente autorisation, et notamment, à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques et/ou individuelles.

Article 11 – MODIFICATIONS :

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

Fait à Grasse, le

« lu et approuvé »

Le Maire de Grasse,

Jérôme VIAUD

« lu et approuvé »,

Le Président de l'Avenir de Grasse,

Yanné CHABAUD